

LES ETI A TRAVERS LES DONNEES TRENDEO

Note préparée par David COUSQUER et Rayan BENAMANE

14 juin 2024

Trendeo collecte des données sur l'emploi et l'investissement en France depuis 2009 et sur l'investissement mondial depuis 2016. Spécialement dans le cas de la France, la qualité de la méthodologie employée et le volume des données collectées permettent d'obtenir une bonne représentativité statistique¹. Toutes nos données comportent une information sur la taille de la société : PME, ETI, grande entreprise².

Nous avons ici cherché à faire ressortir les caractéristiques spécifiques des ETI à travers différentes dimensions : leur poids dans l'investissement, dans l'emploi, leur répartition sectorielle ou territoriale. La plus grande précision de nos données pour la France fait apparaître plus finement les caractéristiques des ETI : plus résilientes que les PME, plus régulières dans leurs créations d'emplois que les grandes entreprises, au final, plus stables. Nos données mondiales, plus limitées en volume, pointent cependant vers des conclusions similaires.

Les entreprises de taille intermédiaire présentent donc indéniablement un profil spécifique, entre PME et grandes entreprises. Cela conduit à en faire des cibles de choix dans le cadre de stratégies d'acquisition, que nous analysons principalement pour la France, et pour lesquelles nous citons également deux études allemandes.

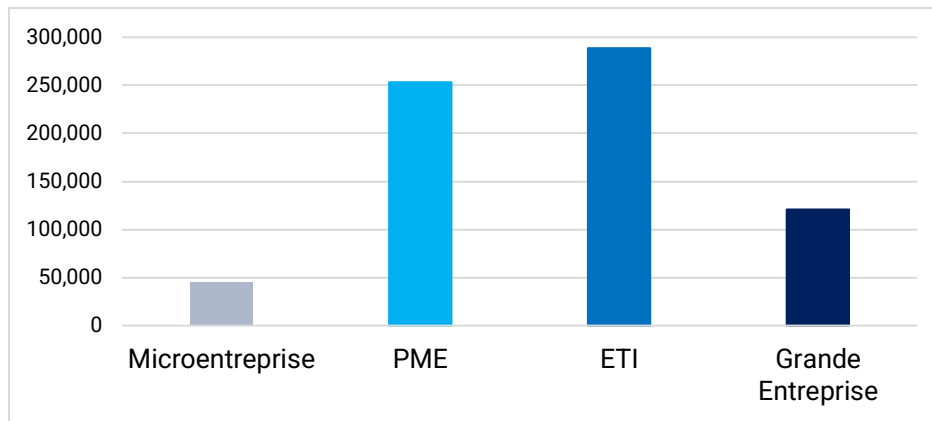
1. LES ETI EN FRANCE

1.1 Sur la période 2009-2023, les ETI en tête des créations nettes d'emplois

Depuis janvier 2009, les entreprises de taille intermédiaire ont, en cumulé, créé le plus fort volume d'emploi net : 288 702 emplois nets, devant les PME, les grandes entreprises et les microentreprises.

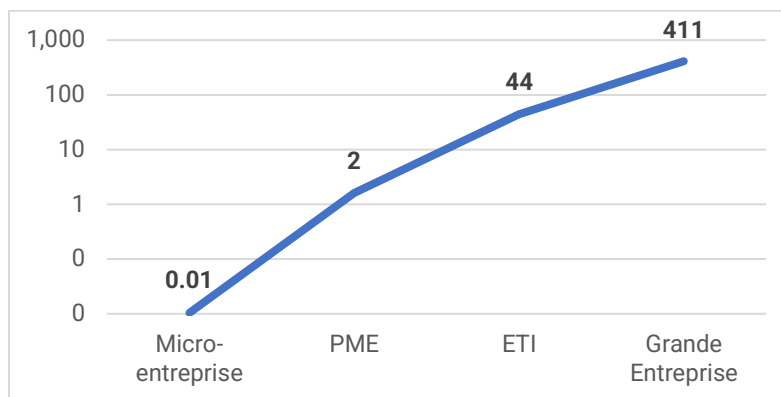
¹ Cf. en annexe.

² Une entreprise de taille intermédiaire (ETI) en France est une entreprise qui a entre 250 et 4 999 salariés, et soit un chiffre d'affaires n'excédant pas 1,5 milliard d'euros, soit un total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros.



Cumul des annonces de créations et suppressions d'emplois relevées par Trendeo dans ses données France, 2009-2023

Si l'on rapporte le solde net des créations et suppressions d'emplois au nombre d'entreprises de chaque catégorie, on fait apparaître un nombre net d'emplois créé par entreprise qui est fortement croissant avec la taille de l'entreprise³. Les ETI créent ainsi plus de vingt fois plus d'emplois par entreprise que les PME - et les Grandes Entreprises moins de 10 fois plus d'emplois par entreprise que les ETI.



Solde net moyen des créations et suppressions d'emploi par entreprise, de 2009 à 2023, pour chaque catégorie d'entreprise.

Ces premiers résultats suffisent à faire des ETI une catégorie d'entreprises particulièrement remarquable. Les ETI ont d'autres caractéristiques particulières, analysées dans les points suivants.

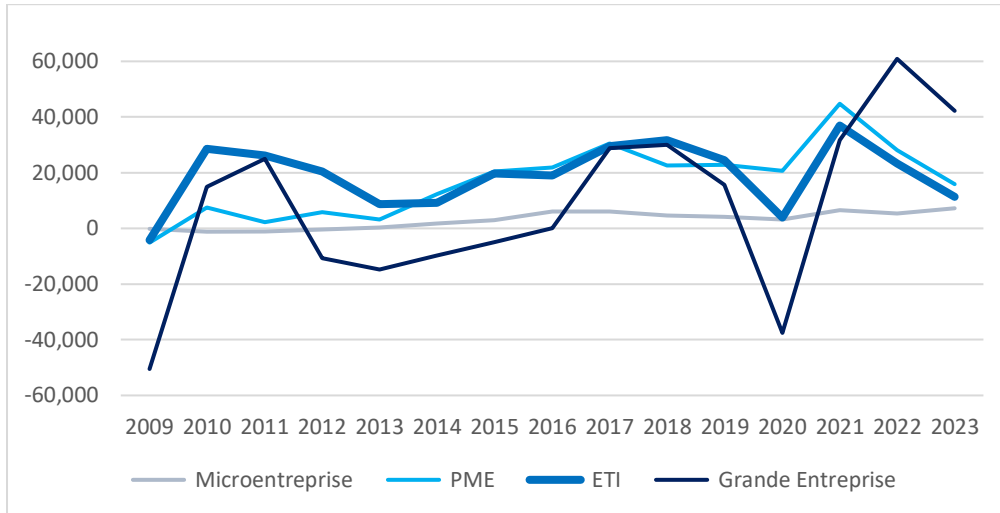
	Micro-entreprise	PME	ETI	Grande Entreprise
Solde net	45 078	253 284	288 702	120 841
Nombre d'entreprises	4 332 366	158 566	6 608	294
³ Solde net par entreprise	0,01	2	44	411

détail des données utilisées.

Nombre d'entreprises dans chaque catégorie : Les entreprises en France, INSEE Références, édition 2023. www.insee.fr/fr/statistiques/7678536?sommaire=7681078

1.2 Les ETI sont plus stables dans l'évolution de l'emploi

Le résultat précédent, en données cumulées de 2009 à 2023, ne se retrouve pas sur l'année 2023 : les PME et les grandes entreprises ont créé, en net, plus d'emplois que les ETI.



Evolution annuelle du solde net des annonces de créations et suppressions d'emplois relevées par Trendeo dans ses données France, par taille d'entreprise, de 2009 à 2023

De fait, le bon résultat des ETI provient de leur résilience sur l'ensemble de la période et de la stabilité de leurs résultats. Comme l'indique le tableau ci-dessous, les ETI ont la plus faible variation de leurs créations d'emplois annuelles de 2009 à 2023 et la plus faible variation de leurs suppressions d'emplois. Le solde net de leurs créations et suppressions d'emplois est le moins volatil de toutes les tailles d'entreprises.

	Microentreprise	PME	ETI	Grande Entreprise
Créations d'emplois	64%	24%	22%	30%
Suppressions d'emplois	90%	55%	55%	54%
Solde net	105%	79%	59%	530%

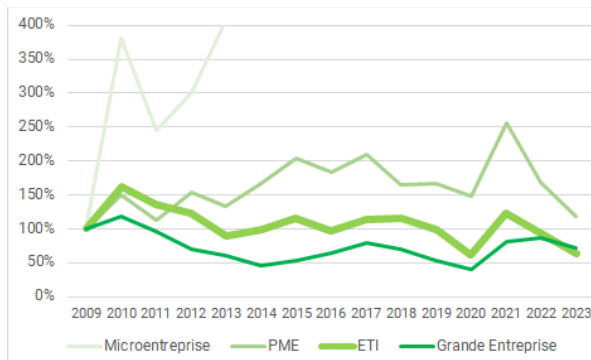
Coefficient de variation annuelle des créations et suppressions d'emplois et du solde net des créations et suppressions, 2009-2023

1.3 Les ETI : plus dynamiques que les grandes entreprises et plus résilientes que les PME en phase de reprise

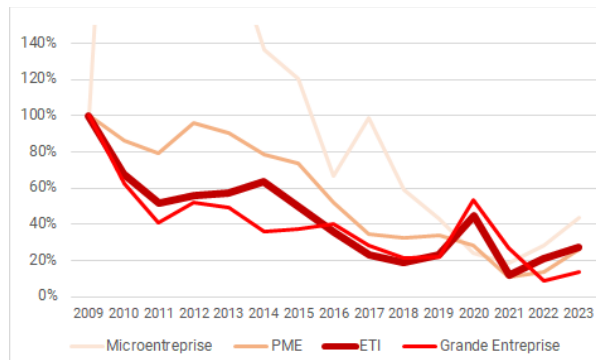
Les graphiques ci-dessous prennent les niveaux de créations et de suppressions d'emplois de 2009 comme indice 100 et suivent l'évolution, pour les années suivantes, des deux séries pour chaque taille d'entreprise. Il apparaît que les ETI ont redémarré plus vite que les grandes entreprises après 2009 et sont constamment restées à un indice supérieur aux grandes entreprises, sauf en 2022-2023. Les ETI sont restées à un indice inférieur aux micro-entreprises comme aux PME, toujours pour les créations d'emplois.

Si l'on analyse ensuite l'évolution des suppressions d'emplois, on note que celles-ci étaient à un niveau élevé en 2009, ont très vite baissé pour les ETI, presque autant que pour les grandes entreprises, mais surtout nettement plus vite que les microentreprises et les PME.

Les ETI sont donc plus rapides que les grandes entreprises dans la création d'emplois en phase de reprise, et moins fragiles, en termes de suppressions d'emplois, que les microentreprises et les PME. La combinaison de ces deux caractéristiques explique probablement la moindre volatilité de leur comportement en emplois, constatée au point précédent.



Evolution des créations d'emplois annuelles par taille d'entreprise, indice 100 en 2009



Evolution des suppressions d'emplois annuelles par taille d'entreprise, indice 100 en 2009

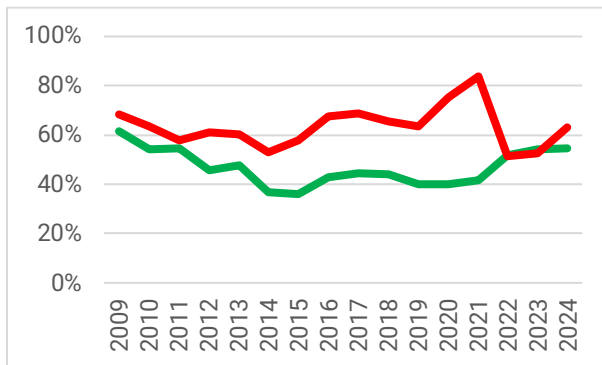
1.4 Le choc du COVID moins bien amorti pour les ETI ?

On note dans les graphiques précédents une certaine détérioration de la position des ETI, passées derrière les PME en créations nettes d'emplois depuis 2020.

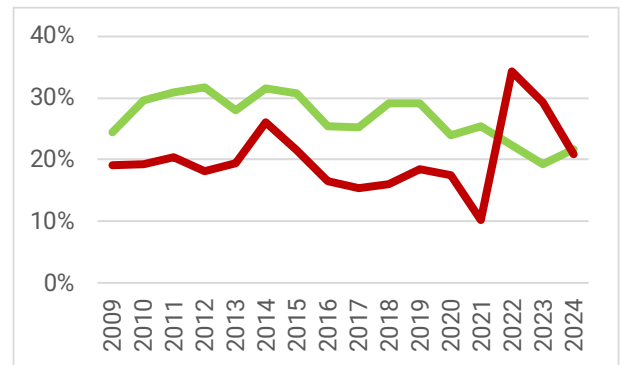
De fait, le choc semble avoir été plus violent pour les ETI, et l'on peut se demander si les dispositifs mis en place n'ont pas oublié, dans une certaine mesure, les entreprises de taille intermédiaire.

Dans les quatre graphiques ci-dessous, qui retracent l'évolution de la part de chaque catégorie d'entreprises dans les créations d'emplois (en vert) et dans les suppressions d'emplois (en rouge), on observe que les ETI voient leur part dans les pertes d'emplois passer de 10% du total en 2021 (en dessous de leur niveau moyen, qui est de 20% sur toute la période) à 34% des pertes d'emplois en 2022. En sens inverse, les grandes entreprises ont d'abord élevé leur part dans les pertes d'emplois, passant de 64% en 2019 à 75% en 2020 puis 83% en 2021, avant de retomber en dessous de leur niveau moyen (qui est de 60% sur toute la période), à 51% en 2022. Les PME, comme les ETI, sont passées en dessous de leur niveau moyen en 2020 et 2021, mais sont ensuite repassées à leur niveau normal en 2022. Le même phénomène s'observe pour les microentreprises, à un niveau plus bas.

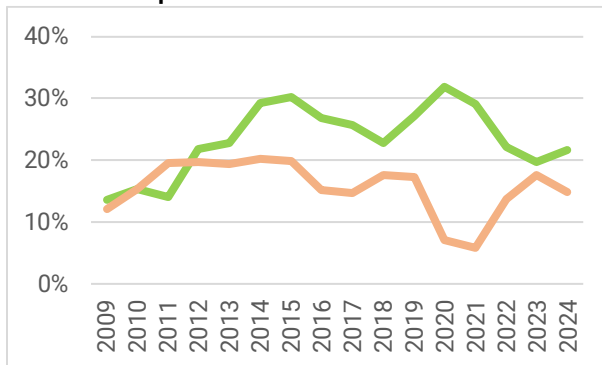
Ces évolutions en pourcentage de l'ensemble des suppressions d'emplois interviennent alors que le niveau global de suppressions était en baisse pour toutes les catégories d'entreprises. Il n'en reste pas moins que les ETI ont vu leur part dans les suppressions d'emplois augmenter considérablement en 2022-2023, comme si les dispositifs de soutien mis en place en 2020 face au Covid s'étaient effacés plus rapidement pour les ETI que pour les autres tailles d'entreprises. Quelle qu'en soit la raison, cette plus forte contribution des ETI aux pertes d'emplois en France peut expliquer la baisse de leur part dans les créations d'emplois, qui est également visible après 2020.



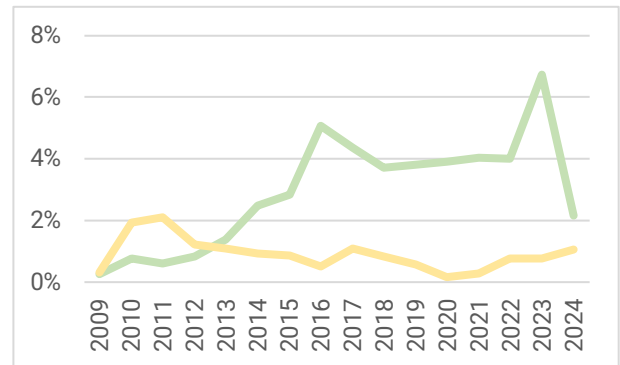
Grandes Entreprises



ETI



PME



Micro-entreprises

Evolution de la part de chacune des catégories d'entreprises dans les créations (en vert) et suppressions d'emplois (en rouge) de 2009 à 2024.

1.5 Les microentreprises et les PME bénéficient des levées de fonds

Un autre élément qui a pu faciliter le rétablissement des PME en sortie de Covid est l'apport financier des levées de fonds. Depuis 2015, nous avons recensé près de 160 milliards d'euros de fonds levés. Cet apport financier considérable a bénéficié principalement à des PME (pour 66%).

	M€	%
Microentreprise	14 003	9%
PME	105 688	66%
ETI	26 884	17%
Grande Entreprise	12 640	8%
Total général	159 214	100%

Levées de fonds par taille d'entreprise, cumulées sur la période 2015-2023

Si l'on recalculait, sur la période 2015-2023⁴, la part de chaque taille d'entreprise dans les créations d'emplois recensées, en enlevant les créations d'emplois associées à des annonces

⁴ Nous avons commencé à recenser les levées de fonds en milieu d'année 2014, nos données sont donc complètes, pour les levées de fonds, à partir de 2015.

de levées de fonds, on constate que les levées de fonds accroissent de 15% la part des PME dans l'ensemble des créations d'emplois, et la réduisent de 5% pour les ETI.

	Micro-entreprise	PME	ETI	Grande Entreprise
Avec levées	4,2%	25,9%	25,5%	44,5%
Hors levées	2,4%	22,5%	26,8%	48,4%
Effet des levées de fonds	77%	15%	-5%	-8%

Part de chaque catégorie d'entreprises dans les créations d'emplois, avec ou sans intégration des créations d'emplois liées aux levées de fonds. Lecture : en excluant les créations d'emplois liées aux levées de fonds, les PME représentent 22,5% des créations d'emplois de 2015 à 2023, mais si l'on inclut les levées de fonds elles passent à 25,9% du total des créations d'emplois.

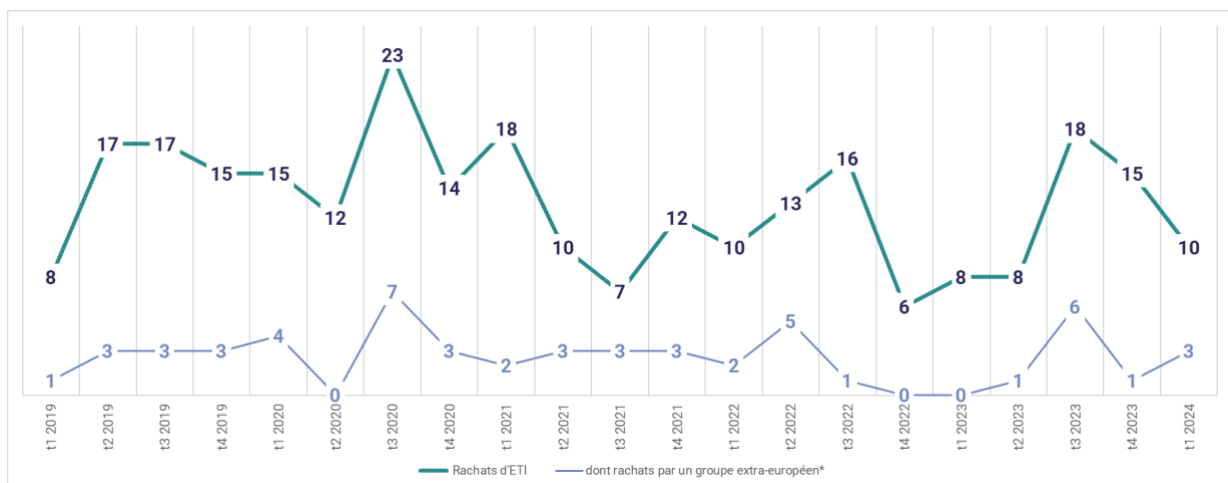
Nos données France, précises et collectées depuis 2009, marquent donc une forte spécificité des ETI, qui ont des comportements clairement distincts autant des PME que des Grandes Entreprises.

2. CARACTERISTIQUES DES RACHATS D'ETI

Les ETI peuvent constituer des cibles intéressantes dans des politiques d'acquisition. Elles sont plus riches que les PME en effectifs, part de marché, en taille de bilan, et plus faciles à acquérir que des grandes entreprises qui sont le plus souvent cotées, donc soumises à des procédures très encadrées en cas de rachat.

2.1 Sur un échantillon de 272 rachats d'ETI en France depuis 2019, un cinquième le sont par des entreprises extra-européennes

De 2019 à mars 2024, nous avons recensé dans notre base de données France, 272 annonces de rachats d'entreprises de taille intermédiaire (ETI), soit 10% des rachats enregistrés. Le chiffre d'affaires cumulé de ces entreprises représente, selon nos estimations, un total de 32,5 milliards d'euros. Nous constatons généralement entre 10 et 15 achats d'ETI par trimestre, avec des pics élevés aux 3^{èmes} trimestres de l'année 2020 (suite à la crise de la covid-19) et de l'année 2023 (probablement en raison du ralentissement de l'économie).



Suivi trimestriel du nombre de rachats d'ETI en France par des entreprises de toutes nationalités et détail des rachats par des entreprises en dehors de l'espace économique européen², 2019-2024.

Les deux tiers des annonces de rachats d'ETI en France proviennent d'entreprises françaises. Toutefois, dans le tiers restant, la plupart des acquisitions ont été réalisées par des entreprises extra-européennes⁵ (59%, soit 20% du total des rachats d'ETI en France sur la période). Le Royaume-Uni (31%) et les Etats-Unis (28%) sont les principales nationalités extra-européennes des acquéreurs, loin devant la Chine (7%) ou le Japon (4%).

Nationalité	Nombre de rachats	CA acquis
France	182	19 037
Allemagne	13	1 544
Suisse	5	801
Belgique	4	549
Pays-Bas	3	176
Autres - Europe	11	1 340
Total - Europe	218	23 447
Royaume-Uni	17	2 895
États-Unis d'Amérique	15	3 224
Chine	4	799
Australie	3	289
Autres - Europe	15	1 833
Total - hors Europe	54	9 040
Total général	272	32 487

Nombre de rachats d'ETI en France et chiffre d'affaires (en millions d'euros) acquis par nationalité de l'acquéreur, 2019-2024.

Près d'un rachat d'ETI sur cinq (18%) en France sur la période a été au bénéfice d'un fonds ou d'une société d'investissement. La moitié de ces fonds est basée en France, l'autre moitié principalement en dehors de l'espace économique européen (presqu'exclusivement aux Etats-Unis et au Royaume-Uni).

Nationalité	Nombre de rachats	CA acquis
France	24	2 087
États-Unis d'Amérique	11	2 880
Royaume-Uni	9	2 190
Autre	6	1 209
Total	50	8 366

Nombre de rachats d'ETI en France et chiffre d'affaires (en millions d'euros) acquis par des fonds et sociétés d'investissement, par nationalité de l'acquéreur, 2019-2024.

2.2 Un rachat sur cinq a ciblé une entreprise en difficulté, plus souvent réalisé par les entreprises extra-européennes.

Un rachat d'ETI sur cinq en France sur la période a concerné une entreprise en difficulté et s'est soldé par une réduction d'effectifs à la suite du rachat. Ce cas de figure se présente

⁵ Membres de l'Union européenne ou de l'Association européenne de libre-échange (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse).

proportionnellement deux fois plus lors des rachats réalisés par des entreprises extra-européennes (22%) que lors des rachats réalisés par des entreprises européennes (12%).

Type de rachat	Europe	Hors Europe	Total
Reprise avec recrutements ou maintien des effectifs	192	42	234
Reprise avec réduction d'effectifs	26	12	38
Total	218	54	272

Nombre de rachats d'ETI en France par type de reprise et origine de l'acquéreur, 2019-2024.

2.3 Le commerce de détail très impacté par les reprises, la métallurgie, la chimie ou la pharmacie davantage ciblées par les entreprises extra-européennes.

Les rachats d'ETI en France ont concerné des entreprises de secteurs très variés, le premier étant le commerce de détail. Les industries alimentaires, le matériel informatique, électronique et optique ou encore le développement de logiciels ont également été largement concernés tant en nombre qu'en chiffre d'affaires acquis.

Secteur détaillé	Nombre de rachats	CA acquis
Commerce de détail, hors voitures et motos	32	5 819
Industries alimentaires	17	1 952
Transports terrestres trains, bus, camions	16	849
Produits métalliques divers hors machines	14	951
Matériel informatique, électronique et optique	12	1 264
Développement de logiciels	12	1 008
Services de santé hospitaliers et non hospitalier	11	893
Industrie chimique	10	1 972
Autres	148	17 779
Total	272	32 487

Nombre de rachats d'ETI en France et chiffre d'affaires (en millions d'euros) acquis par secteur d'activité de l'entreprise acquise, 2019-2024.

En revanche, les rachats opérés par des entreprises extra-européennes ont prioritairement concerné des entreprises de secteurs bien différents, à savoir la métallurgie, l'industrie chimique ou encore la pharmacie.

Secteur détaillé	Nombre de rachats	CA acquis
Métallurgie	5	719
Industrie pharmaceutique	4	959
Produits métalliques divers hors machines	4	217
Développement de logiciels	4	215
Industrie chimique	3	1 136
Commerce de détail hors voitures et motos	3	837
Matériel informatique, électronique et optique	3	461
Restauration	3	420
Autres	25	4 076
Total	54	9 040

Nombre de rachats d'ETI en France et chiffre d'affaires (en millions d'euros) acquis par des entreprises extra-européennes par secteur d'activité de l'entreprises acquise, 2019-2024.

Par ailleurs, 8% des rachats d'ETI en France depuis 2019 ont concerné des secteurs attenants à l'un des domaines technologiques critiques⁶ définis par la Commission européenne, en particulier ceux des technologies de l'énergie et de l'intelligence artificielle⁷. Les entreprises des pays extérieurs à l'espace économique européen sont à l'origine du tiers des rachats de cette catégorie, les premiers desquels étant les Etats-Unis et l'Australie.

2.4 Une sélection de cas intéressants

Parmi les 54 annonces de rachats d'ETI en France par des entreprises extra-européennes, un certain nombre ont concerné des entreprises importantes, stratégiques au niveau national ou mondial, ou dont l'activité est attenante à l'un des domaines technologiques critiques définis par la Commission européenne.

⁶ Technologies avancées des semi-conducteurs - technologies liées à l'intelligence artificielle - technologies quantiques – biotechnologies - connectivité, navigation et technologies numériques avancées - technologies de détection avancées - technologies spatiales et de propulsion - technologies de l'énergie, robotique et systèmes autonomes - matériaux avancés - technologies de fabrication et de recyclage.

⁷ Cf. liste en annexe.

<p>LATECOERE</p> <p>L'équipementier aéronautique Latécoère est passé en 2019 sous le contrôle de Searchlight, fonds d'investissement étranger basé aux Etats-Unis.</p> <p>Dans une lettre adressée le 21 novembre 2019 au Premier ministre, dix-sept députés de la Commission de la défense de l'Assemblée nationale avaient alerté au sujet de la vente de l'entreprise basée à Toulouse, spécialisée dans les aérostructures (fuselage, portes), les systèmes d'interconnexion et le câblage et fournisseur pour Airbus et Boeing, la considérant comme un « actif stratégique » pour la France. L'Autorité des marchés financiers (AMF) a précisé que le fonds d'investissement détenait désormais 62,76 % de l'entreprise.</p>	<p> CARBONE SAVOIE</p> <p>La société Carbone Savoie, spécialisées dans la fabrication des cathodes en carbone et graphite, a été rachetée en 2023 par le japonais Tokai Carbon pour un montant avoisinant les 160 millions d'euros et devient Tokai Cobex Savoie.</p> <p>Son graphite synthétique est surtout utilisé pour l'industrie automobile, spatiale, aéronautique, ferroviaire.</p> <p>En 2019, Carbone Savoie s'est engagée dans le marché des batteries pour véhicules électriques. Pour renforcer cette orientation, l'entreprise a rejoint le projet européen d'un "Airbus de la batterie", projet qui vise à assurer l'indépendance technologique de l'Europe dans le domaine des batteries lithium-ion.</p>
<p>PROPHECY</p> <p>La société francilienne Pr0ph3cy, spécialisée dans les conseils et les services en cybersécurité, a été rachetée en 2023 par le fonds américain Carlyle via son fonds Carlyle Europe Technology Partners (CETP), spécialisé dans les investissements dans la tech en Europe, et devient Neverhack.</p> <p>L'entreprise se présente comme un "guichet unique" de la cybersécurité, proposant à ses clients plusieurs services répondant à leurs besoins : cyber-stratégie, gestion des risques et des identités, audit et configuration des logiciels et matériels de sécurité, services de formation. Carlyle souhaite investir au moins 100 M€ dans la start-up tricolore qui comprend du 'cash-out', c'est-à-dire du rachat de parts des actionnaires existants, et du 'cash-in', donc de l'argent mis dans la société, pour investir notamment dans des acquisitions</p>	<p> novasep</p> <p>Le groupe pharmaceutique Novasep, qui propose des procédés de purification moléculaire basés sur une technique dite de chromatographie, est entré en 2021 en négociations exclusives avec le fonds britannique Bridgepoint, actionnaire de l'allemand PharmaZell, spécialiste allemand des principes actifs pharmaceutiques de spécialité, en vue de son acquisition.</p> <p>La fusion ayant été opérée en 2022, ils souhaitent créer à eux deux « un leader européen pour la production de principes actifs pharmaceutiques et de CDMO (Contract Development Manufacturing Organisations/sous-traitance pharmaceutique), hautement diversifié et différencié.</p> <p>Le nouvel ensemble devrait générer un chiffre d'affaires de près de 500 M€ et employer près de 2.000 personnes sur sept sites de production et de R&D situés en Europe (Allemagne, France et Italie), deux sites en Inde, et un aux Etats-Unis.</p>
<p> REDEN SOLAR</p> <p>Le producteur d'électricité photovoltaïque Reden Solar a été racheté en 2023 par l'australien Macquarie Asset Management pour 2,5 milliards d'euros, dans le cadre d'un consortium avec British Columbia Investment Management Corporation (BCI) et MEAG.</p> <p>Le groupe Macquarie auquel appartient Macquarie Asset Management est l'un des principaux acteurs mondiaux du développement d'énergies renouvelables. Avec cette acquisition, il souhaite étendre la présence de Reden Solar sur les marchés existants et nouveaux.</p>	<p>ARKEMA</p> <p>Le chimiste Arkéma a cédé en 2021 son activité de polyoléfines fonctionnelles au sud-coréen SK Global Chemical.</p> <p>Ces polyoléfines fonctionnelles sont destinées aux marchés de l'emballage alimentaire, de la câblerie, de l'électronique et du revêtement. Cette activité regroupe une centaine de salariés dans son usine de Balan (Ain), à son siège de Colombes (Hauts-de-Seine) et dans le centre de recherche-développement de Serguigny (Eure), ainsi qu'une trentaine de commerciaux, pour un chiffre d'affaires d'environ 250 M€. La transaction s'est faite sur une valeur d'entreprise de 335 M€.</p> <p>Ce transfert d'actifs d'Arkema conduira à la création d'une filiale française du groupe coréen. Cette nouvelle opération s'inscrit dans le recentrage d'Arkema sur la chimie de spécialités et les matériaux avancés.</p>

	<p>Titanobel, leader français des explosifs civils, a été racheté en 2022 à 100% par le groupe australien Incitec Pivot Limited (IPL). Le montant total de l'opération atteint 91 millions d'euros.</p> <p>Avec ce rachat, Incitec Pivot Limited entend profiter de l'expertise de la société française pour poser le pied sur de nouveaux marchés. Titanobel s'est en effet imposé comme une référence internationale dans le domaine minier, capable de maîtriser la production sur site d'explosifs, adaptés en fonction de la nature du terrain, l'amorçage électronique des charges, ou encore les prestations de chargement.</p> <p>Titanobel emploie plus de 500 salariés, dont 150 environ en Côte-d'Or, et réalise plus d'une cinquantaine de millions d'euros de chiffre d'affaires.</p>		<p>Le sidérurgiste British Steel, en faillite depuis mai 2019, a été repris par le groupe chinois Jingye. Le site français situé à Hayange, dernier site de production de rails en France, est concerné.</p> <p>Il avait déjà été racheté en 2007 par Tata Steel qui l'a revendu pour une livre symbolique en 2015 à Greybull Capital, un fonds d'investissement dirigé par deux frères français, Nathaniel et Marc Meyohas.</p> <p>Des investissements vont être réalisés - Jingye s'est engagé à investir 1,2 milliard de livres (1,4 milliard d'euros) sur dix ans - afin de faire baisser les coûts, ce qui peut entraîner quelques suppressions. Il reste 420 salariés sur le site.</p>
	<p>Kem One, deuxième producteur européen de PVC (Polychlorure de vinyle), a été vendu en 2021 au fonds américain Apollo Global Management.</p> <p>Son dirigeant avait engagé la recherche d'un acquéreur dès 2018. Apollo s'est avéré « le partenaire le plus sérieux et le plus constant, malgré la crise ». Si le montant de la transaction reste confidentiel, la direction, qui cède 100 % des actions, dit avoir obtenu un engagement sur la poursuite du troisième grand investissement stratégique, la conversion de l'électrolyse de Fos-sur-Mer.</p> <p>Le groupe de 1.400 salariés est transmis au sommet de sa forme, avec un endettement négligeable, des prévisions 2021 à plus d'un milliard d'euros de chiffre d'affaires et plus de 100 millions de résultat net.</p> <p>Les syndicats craignent la réputation de ce fonds qui s'est souvent désengagé de ses actifs à court terme en France.</p>		<p>Le groupe girardin Bélier, fabricant de composants de sécurité en aluminium pour l'automobile, est passé en 2020 sous le contrôle du groupe chinois Wencan, qui travaille lui aussi l'aluminium.</p> <p>Cette opération stratégique permettra aux deux groupes de renforcer leur développement sur les marchés du freinage, de l'admission, du châssis, des pièces de structures et de celles liées aux véhicules électriques grâce à leurs technologies et positionnements géographiques complémentaires.</p> <p>Le groupe Le Bélier, qui emploie 3.505 salariés, travaille en direct aussi bien pour des équipementiers (Valeo, Kongsberg, Yamashita...) que des constructeurs (PSA, Renault-Nissan, BMW, Daimler).</p> <p>Il a réalisé un chiffre d'affaires de 73,8 M€ au 3e trimestre 2019 et de 358,8 M€ en 2018.</p>

<p>La société France Rail Industry (FRI), principal fournisseur en rails de la SNCF, située à Hayange, a été reprise en 2020 par le britannique Liberty. Son projet a été préféré aux offres de quatre autres candidats : ArcelorMittal, le groupe indien Jindal, le britannique Olympus Steel et le chinois Jingye.</p> <p>Liberty a dû obtenir le feu vert du ministère de l'Economie, la production de FRI étant considérée comme "stratégique". Les syndicats du site avaient émis un avis défavorable sur cette candidature.</p> <p>British Steel, dernier propriétaire de France Rail Industry avait été racheté par le groupe chinois Jingye en 2019.</p>	 <p>Le groupe Septeo, leader français des logiciels métiers (notaires, avocats, immobilier), a été racheté en 2020 par le fonds britannique Hg Capital.</p> <p>Le Groupe regroupe 15 sociétés et compte 570 collaborateurs pour 175 millions d'euros de chiffre d'affaires.</p> <p>Premier investisseur européen dans le domaine des logiciels, le fonds britannique Hg a investi aux côtés de l'équipe de direction de Septeo. La clôture de cette transaction a été soumise aux autorisations habituelles des autorités de la concurrence. Depuis cette entrée au capital, Septeo a racheté 13 sociétés.</p>
 <p>Le numéro un mondial du fil à broder, DMC, a été vendu en 2019 au fonds d'investissement britannique Lion Capital, pour un montant proche du triple de son investissement.</p> <p>Le fonds BlueGem a rapproché DMC de la société Sirdar en 2017 pour constituer The DMC Group et a installé son siège à Londres, où il est devenu le leader européen des travaux d'aiguille.</p> <p>Le groupe emploie 400 personnes et a généré un CA de 90 millions d'euros l'an passé. Le fonds britannique Lion Capital est actionnaire de nombreuses enseignes comme Afflelou, Picard et Hema.</p>	 <p>Alteo, producteur d'alumine calcinée, a été repris en 2021 par le spécialiste guinéen de la logistique minière United Mining Supply, seul en lice pour le rachat, supprimant 128 emplois sur 480.</p> <p>United Mining Supply est leader de la logistique intégrée en Guinée et en Afrique de l'ouest et est également importateur de carburant, pour plus de 10 millions de litres par mois.</p>

2.5 Deux études allemandes mettent en avant le côté sensible des rachats d'entreprises

Dans le cadre de nos recherches pour cette note, deux éléments à signaler sur la thématique des rachats d'entreprises, que l'on peut rapprocher de la problématique des ETI.

Le cabinet d'avocat White & Case a tout d'abord publié une note⁸ sur le contrôle exercé par le ministère allemand de l'économie et de l'environnement (BMWK) sur les rachats d'entreprises. Il se trouve que les deux décisions commentées concernent des ETI allemandes pour lesquelles le BMWK s'est opposé à un rachat par des groupes chinois : Elmos Semiconductor et ERS Electronics GmbH. Les raisons invoquées, « d'ordre public et de sécurité » ne sont pas précises, mais l'on peut penser que le secteur des semi-conducteurs est spécialement sensible, notamment parce que la Chine recherche des compétences dans les technologies que les Etats-Unis refusent maintenant de lui vendre.

⁸ **Germany prohibits sale of two companies to Chinese investors – FDI scrutiny in full swing.** Orion Berg, November 16, 2022. whitecase.com/insight-alert/germany-prohibits-sale-two-companies-chinese-investors-fdi-scrutiny-full-swing

La deuxième référence intéressante est une publication de l'école de gestion WHU - Otto Beisheim School of Management⁹. Cette étude revient sur l'acquisition de 63 entreprises allemandes, principalement des sociétés non cotées, par des entreprises chinoises, de 2008 à 2016. Un échantillon d'achats d'entreprises allemandes comparables, en taille et en secteur, par des entreprises autrichiennes a été constitué : la rentabilité des entreprises rachetées par des entreprises chinoises est réduite de deux points quatre années après le rachat. Le comportement qui est décrit par l'étude est celui d'une acquisition de compétences par les entreprises chinoises, au détriment de l'entreprise cible.

Ces deux études peuvent conduire à souhaiter un renforcement des entreprises susceptibles à la fois de constituer des cibles intéressantes par leur capital technologique et attirées par les perspectives d'un financement facilité : souvent des ETI.

3. LES ETI DANS L'INVESTISSEMENT INDUSTRIEL MONDIAL

Au niveau mondial, depuis 2016, Trendeo suit les projets d'investissement dans l'industrie au sens large (*manufacturing*, R&D, logistique, production et distribution d'énergie, data centres...), avec un montant minimum d'investissement de 30 M\$ ou de 50 emplois créés. Nous ne couvrons cependant pas les suppressions d'emplois, ni les services et le commerce. Ces caractéristiques, plutôt orientées grands projets, font que les PME sont sous-représentées dans nos données mondiales et les microentreprises absentes. Malgré ces précautions, nous dégagons quelques caractéristiques propres aux ETI.

3.1 Les ETI assurent 26% des projets d'investissement industriel

La base mondiale Trendeo comprend plus de 22 000 projets quantifiés¹⁰ depuis 2016, pour un total de plus de 11 000 milliards de dollars US.

Par taille d'entreprises, ces projets se répartissent ainsi :

	nb of investments	%	CAPEX (MUSD)	%	Jobs	%
Large enterprise	13 684	60,9%	8 608 779	77,5%	4 423 691	71,7%
Mid-sized	5 472	26,1%	1 320 583	11,9%	1 155 680	18,7%
SME	2 862	13,0%	1 182 486	10,6%	586 475	9,5%
Global	22 018	100%	11 111 848	100%	6 165 846	100%

Répartition de l'investissement industriel de 2016 à 2023, par taille d'entreprises, en nombre de projets, en montant investi et en nombre d'emplois créés.

Les ETI assurent 26% des projets d'investissement recensés, en nombre, 12% des montants investis et 19% des emplois créés.

⁹ **Chinese Acquisitions in Germany - Why profitability of companies decreases after the acquisition ;** Christina Brunner / Serden Özcan - 27. April 2021. [wyu.edu/en/news-insights/wyu-knowledge/article/chinese-acquisitions-in-germany](https://www.wyu.edu/en/news-insights/wyu-knowledge/article/chinese-acquisitions-in-germany)

¹⁰ Plus de 32 000 projets sont identifiés dans notre base, mais un tiers d'entre eux ne sont pas quantifiés en montant investi ou en emplois, ou bien concernent des entreprises exclues de l'analyse (entreprises publiques, joint-ventures, organisations à but non lucratif).

3.2 Les PME les plus dynamiques bénéficient de financements spécifiques

Dans nos données mondiales on retrouve principalement les PME les plus dynamiques, celles qui sont suffisamment financées pour porter des projets à 30 M\$. On en trouve notamment beaucoup en charge de projets dans l'énergie ou dans des industries émergentes, qui sont des startups financées par du capital-risque ou des projets soutenus par des grands groupes, dans une logique d'essaimage. Le projet moyen d'une PME dans nos données est donc plus important que le projet moyen d'une ETI, mais la médiane des projets portés par les ETI est néanmoins supérieure à celle des projets portés par les PME. Cela laisse penser qu'avec une finesse d'observation plus importante, proche de celle dont nous disposons pour la France, les ETI apparaîtraient encore plus clairement, au niveau mondial, comme porteuses de projets plus importants que les PME.

	PME	ETI	Large
Investissement total	1 182 486	1 320 583	8 608 779
Investissement moyen	455	262	692
Investissement médian	36	48	110

Total des montants investis dans le monde par taille d'entreprise, de 2016 à 2023, puis moyenne et médiane du montant investi, par projet, en millions de US\$.

3.3 Les ETI de l'Union européenne sont moins présentes dans l'investissement industriel mondial

Dans le détail des investissements des ETI, analysé en fonction de la nationalité de l'entreprise, on va retrouver les mêmes précautions d'interprétation que pour l'ensemble des données (sous-représentation des PME, mais sélection des PME les plus dynamiques ; absence des microentreprises ; seuil de 30 MUS\$ favorisant les grandes entreprises...). Il faut également ajouter des précautions liées à des questions linguistiques : nous avons moins d'informations sur les PME chinoises par exemple - en attendant de travailler à partir de sources en chinois, alors que notre couverture des PME est meilleure dans les pays anglophones.

On peut néanmoins constater globalement que l'Union européenne se situe, pour la place des ETI, en dessous de la moyenne mondiale. Dans l'ensemble des créations d'emplois au niveau mondial, les ETI représentent 18,7% des emplois, 11,9% des montants investis et 24,9% des projets. Dans l'ensemble des créations d'emplois par des entreprises de l'Union européenne, les ETI ne représentent que 13% des emplois, 10% des montants investis et 20,7% des projets.

	Emplois	% emplois	M\$	% M\$	Nb projets	% projets
Espagne	11 079	28,1%	15 212	19,5%	168	33,6%
Inde	401 891	31,1%	180 778	18,2%	1 311	37,9%
Etats-Unis	147 998	13,1%	280 373	15,5%	909	19,8%
Italie	9 962	22,2%	16 208	12,9%	81	23,8%
Chine	140 461	14,5%	280 296	12,0%	562	22,0%
Global	1 155 680	18,7%	1 320 583	11,9%	5 472	24,9%
Royaume-Uni	14 174	15,1%	42 706	11,6%	172	27,7%
Irlande	1 082	5,7%	3 031	11,6%	15	10,1%
Allemagne	26 060	8,7%	30 564	10,9%	174	14,6%
Suède	2 357	6,9%	12 069	10,2%	30	16,2%
Union Européenne	93 442	13,0%	126 537	10,0%	861	20,7%
Canada	13 621	16,4%	15 233	9,0%	130	21,9%
Suisse	6 497	13,6%	4 126	8,2%	31	8,5%
Corée du Sud	45 667	20,0%	64 952	7,0%	128	22,1%
Taiwan	67 151	10,3%	20 536	4,7%	231	36,0%
France	9 770	8,8%	7 335	4,2%	92	12,6%
Pays-Bas	1 839	8,8%	3 314	2,8%	38	19,4%
Japon	10 835	5,0%	6 996	1,9%	67	7,0%
Danemark	4 550	11,4%	801	0,5%	21	13,9%

Part des ETI, pour les principaux pays industriels, dans les emplois créés, les montants investis, et le nombre de projets, à partir des données 2016-2023. Lecture : pour l'ensemble des entreprises canadiennes, les ETI représentent 16,4% des emplois créés, 9% des montants investis et 21,9% du nombre de projets.

CONCLUSION

Il ressort de l'ensemble de nos données que les ETI constituent bien une classe d'entreprises à part. Elles sont plus résilientes que les PME, et plus dynamiques que les grandes entreprises, avec un comportement de créations nettes d'emplois plus stable que les autres tailles d'entreprises. Elles bénéficient cependant moins de financements spécifiques de type capital-risque, que les PME, et elles peuvent donc constituer des cibles intéressantes pour des groupes, financiers ou non, susceptibles de leur proposer d'accéder à des financements. Ces éléments peuvent conduire à souhaiter, à défaut de mesures de protection spécifiques, la mise en place d'un suivi des acquisitions d'entreprises de cette catégorie.

ANNEXES

Société	Année	Domaine technologique critique	CA (en millions d'euros)	Nationalité de l'acquéreur	Fonds
Amplitude Laser Group	2019	Advanced semiconductors technologies	70	Luxembourg	1
Nexeya *	2019	Space and propulsion technologies	95	Allemagne	0
Photonis International	2019	Advanced sensing technologies	140	États-Unis d'Amérique	1
Softeam Group	2019	Artificial intelligence technologies	150	France	0
Gaz Liquéfiés Industrie	2020	Energy technologies	64	Pologne	0
Peugeot Japy **	2020	Advanced materials, manufacturing and recycling technologies	95	France	0
INEAT Conseil	2020	Artificial intelligence technologies	22	France	0
Carbone Savoie	2020	Space and propulsion technologies	130	Japon	0
Rolls-Royce Civil Nuclear ***	2021	Energy technologies	94	France	0
Photonis France	2021	Advanced sensing technologies	75	France	1
Novasep	2021	Biotechnologies	394	Royaume-Uni	1
Cheops Technology	2021	Artificial intelligence technologies	130	États-Unis d'Amérique	1
Reden Solar	2022	Energy technologies	170	Australie	0
Orolia	2022	Advanced connectivity, navigation and digital technologies	100	France	0
GreenYellow	2022	Energy technologies	352	France	1
HR Team	2022	Artificial intelligence technologies	100	France	0
Groupe Coriance ****	2023	Energy technologies	69	Australie	0
Jems	2023	Artificial intelligence technologies	74	France	1
Pr0ph3cy	2023	Advanced connectivity, navigation and digital technologies	70	États-Unis d'Amérique	1
BioSerenity	2023	Biotechnologies	59	France	1
Tronico	2024	Advanced semiconductors technologies	72	France	0
AD Industrie	2024	Space and propulsion technologies	140	France	0

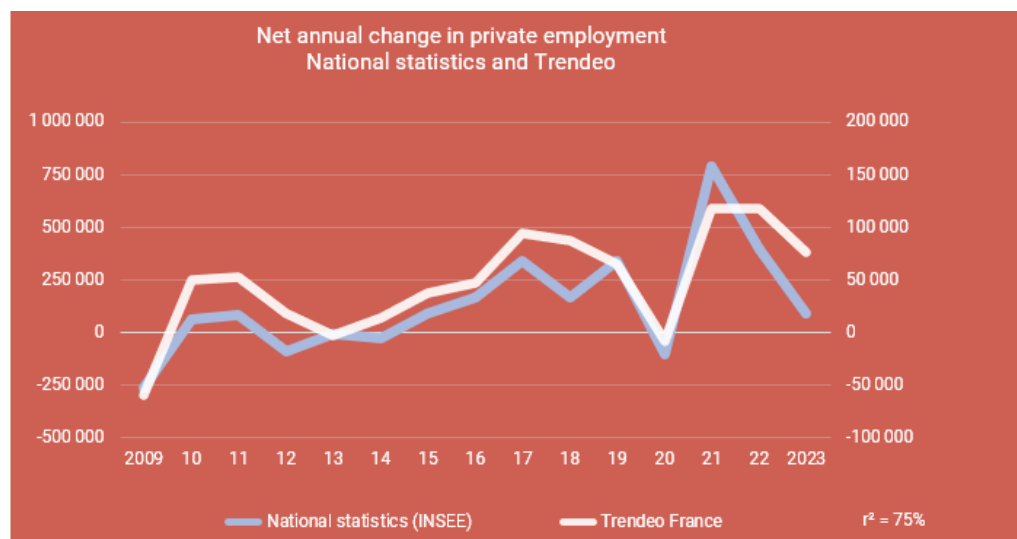
Liste des 22 achats d'ETI françaises de 2019 à 2024 (1^{er} trimestre), dans des secteurs définis comme technologiquement critiques par l'Union Européenne.

* Les activités spatiales et de défense ont été toutefois conservées dans une nouvelle société : Hemeria.

** Spin-off appartenant au groupe Farinia.

*** Activité contrôle-commande nucléaire de Rolls-Royce acquise par Framatome.

**** Scission de GDF.



Evolution comparée de l'emploi net trimestriel dans les statistiques publiques françaises (INSEE) et à travers les données Trendeo France